

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 25 avril 2025

CDCJ-MIG(2025)PV1

**COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE
(CDCJ)**

**GROUPE DE TRAVAIL RESTREINT SUR LA MIGRATION
(CDCJ-MIG)**

3^e réunion

23-25 avril 2025, en ligne

Liste de décisions

1-2. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le président ouvre la réunion et le groupe de travail restreint sur la migration (CDCJ-MIG) adopte l'ordre du jour. La liste des participants¹ figure à l'annexe 1.

3. Information de la présidence et du secrétariat

2. Le CDCJ-MIG prend note des informations fournies par le secrétariat au sujet de :
- l'adoption de l'étude de faisabilité par le CDCJ lors de sa 103^e réunion plénière (19-21 novembre 2024) et sa publication en février 2025, ainsi que la circulation en mars 2025 du projet de recueil de bonnes pratiques sur l'accès à la nationalité pour les enfants apatrides aux délégations du CDCJ pour leur permettre de fournir des informations sur les pratiques nationales en matière d'accès à la nationalité pour les enfants apatrides ou de compléter les informations précédemment fournies.
 - l'Alliance mondiale pour mettre fin à l'apatridie (*Global Alliance to End Statelessness*) lancée par le HCR en octobre 2024, à laquelle le Conseil de l'Europe s'est joint en tant que « chercheur de solutions » (*solution seeker*) en raison de ses activités actuelles sur les enfants apatrides, et les événements qui ont eu lieu dans ce cadre.

4. Recommandation CM/Rec(2009)13 sur la nationalité des enfants

3. Le CDCJ-MIG examine et révisé l'avant-projet de révision de Recommandation CM/Rec(2009)13 sur la nationalité des enfants et décide :

- que les travaux de rédaction du principe 4 et du paragraphe correspondant de l'exposé des motifs soient poursuivis, en particulier sur la notion de « raisonnablement » ;
- que la rédaction du principe 9 dans la version française soit améliorée ;
- qu'il soit demandé au consultant de faire des recherches sur la notion de « période déterminée » mentionnée dans le principe 18 ;
- qu'un lien entre les principes 21 et 25 à 27 soit établi et que le paragraphe de l'exposé des motifs correspondant au principe 25 soit développé, en particulier sur la notion de procédure « spécifique » de détermination de l'apatridie ;
- que la rédaction du principe 28 dans la version française soit améliorée ;
- d'ajouter un nouveau principe 30 concernant l'enregistrement des naissances au-delà de tout délai applicable ;
- que des informations sur l'affaire [Rexha et Fasliu c. Albanie](#) du Comité des droits de l'homme, 29 octobre 2024², soient ajoutées dans l'exposé des motifs relatif au principe 31.

4. Une délégation émet des réserves sur les principes 25 et 32, qui ont été approuvés par les autres membres et participants. Deux délégations émettent des réserves sur le principe 31. En ce qui concerne ce principe, il est décidé que plus d'informations soient ajoutées dans l'exposé des motifs.

5. Recueil de bonnes pratiques

5. Le CDCJ-MIG examine le projet de recueil de bonnes pratiques et décide :

¹ Lors de cette réunion du CDCJ-MIG, 11 États membres sont représentés par 11 participants : 9 femmes et 2 hommes, respectivement 82 % et 18 %.

² Voir le [résumé de](#) l'affaire sur la base de données de jurisprudence sur l'apatridie de l'ENS.

- qu'un certain nombre de modifications soient apportées aux différents exemples de bonnes pratiques identifiés précédemment ;
- que les procédures de détermination de la nationalité et de l'apatridie soient distinguées, ainsi que les exemples de bonnes pratiques correspondants dans le sous-chapitre 7 ;
- que l'accent soit mis sur la procédure de détermination de l'apatridie dans le sous-chapitre 9 et que la partie relative à la nationalité soit déplacée dans le sous-chapitre 7.

6. Élection du vice-président

6. Le CDCJ-MIG élit Mme Katerina Radova (Tchéquie) comme vice-présidente.

7. Échange de vues sur le projet de plan de travail 2025-2026

7. Le CDCJ-MIG adopte son plan de travail pour 2025-2026.

8. Date et lieu de la prochaine réunion

8. Le CDCJ-MIG prend note de la date et du lieu de sa prochaine réunion, qui se tiendra en personne du 29 septembre au 1^{er} octobre 2025 à Strasbourg.

9. Approbation de la liste de décisions

9. Le CDCJ-MIG approuve la liste de décisions.

Annexe 1

Liste des participants

MEMBERS / MEMBRES

CROATIA / CROATIE	Ms/Mme Katarina FRANJKOVIĆ apologised / excusée Supervisor for Internal Affairs at the Ministry of the Interior, Directorate for Immigration, Citizenship and Administrative Affairs, Department of Citizenship / <i>Responsable des affaires intérieures au ministère de l'Intérieur, Direction de l'Immigration, de la Citoyenneté et des Affaires administratives, Département de la Citoyenneté</i> Ms/Mme Ivana LUČEV Senior advisor specialist, Ministry of the Interior
CZECHIA / TCHÉQUIE	Ms/Mme Katerina RADOVA (Vice-Chair / Vice-présidente) Deputy head of litigation unit, Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice and Member of the Committee on the Rights of Foreigners of the Government Council of Human Rights / <i>Cheffe adjointe de l'unité contentieux, bureau de l'agent du gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère de la Justice et membre de la Commission sur les droits des étrangers du Conseil gouvernemental des droits humains</i>
FRANCE	Ms/Mme Delphine THOUILLON apologised / excusée Head of the Nationality Office, Civil Affairs and Seal Directorate, Ministry of Justice / <i>Cheffe du Bureau de la nationalité, Direction des affaires civiles et du Sceau, Ministère de la Justice</i> Ms/Mme Estelle BRESTOVSKI Adjointe à la cheffe du bureau de la nationalité, Direction des affaires civiles et du Sceau, Ministère de la Justice
ITALY / ITALIE	Mr/M. Francesco CRISAFULLI (Chair / Président) Magistrate, Court of Rome, Member of the CDCJ / <i>Magistrat, Tribunal de Rome, membre du CDCJ</i>
GEORGIA / GÉORGIE	Ms/Mme la BIGANISHVILI Lawyer, Project Manager, Public Service Development Agency, Ministry of Justice / <i>Juriste, cheffe de projet, Agence de développement du service public, ministère de la Justice</i>
PORTUGAL	Ms/Mme Sandra Cristina DA SILVA MONTEIRO Registar, Central Registry Office, Nationality, Registration and Civil Identification / <i>Officier de l'état civil, Bureau d'état civil central, Nationalité, Enregistrement et Identification Civile</i>

SWEDEN / SUÈDE	Mr/M. Jens ÖLANDER apologised / excusé Deputy Director, Division for Migration, Ministry of Justice / <i>Directeur adjoint, Division des migrations, Ministère de la Justice</i>
-----------------------	--

MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN	Mr Ruhlan NABIYEV Head of Division at the Consular Department, Ministry of Foreign Affairs
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE	Ms Natasa SLAGALO Assistant Minister for Department for Citizenship and Travel Documents, Ministry of Civil Affairs
GREECE / GRÈCE	Ms Dimitra Athina PAPADOPOULOU Judge, Administrative Court of First Instance of Agrinio
LITHUANIA / LITHUANIE	Ms Kristina KONDRUTE Chief Specialist, Citizenship Division, Migration Department, Ministry of the Interior
ROMANIA / ROUMANIE	Ms Maria Mădălina BUZĂRNESCU apologised / excusée Legal Advisor, Directorate for International Law and Judicial Cooperation, Ministry of Justice
TÜRKIYE / TURQUIE	Ms Hazal AKAY Migration Expert

PARTICIPANTS / PARTICIPANTS

CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE	Ms Marie-Christine DAVY Member of the INGO "Religious in Europe Networking against Trafficking and Exploitation" (RENATE), Member of the Migration committee of the Conference of INGOS
EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE	Mr Tamas MOLNAR Project Officer, Justice, Digital and Migration Unit
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) / HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR)	Ms Jutta SEIDEL Senior Legal Associate, UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg Ms Laura GOUBELLA Legal Intern, UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

STEERING COMMITTEE FOR THE RIGHTS OF THE CHILD / COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'ENFANT (CDENF)	Mr Solvor BACKLUND Senior advisor, Department of upbringing and family counseling, Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs, Vice-Chair of the CDENF
--	--

OBSERVERS / OBSERVATEURS

COUNCIL OF BARS AND LAW SOCIETIES OF EUROPE / CONSEIL DES BARREAUX EUROPÉENS (CCBE)	Ms Elodie MULON Chair of the CCBE Family & Succession Law Committee Ms Yvonne GOETTLER Legal Advisor
EUROPEAN MIGRATION NETWORK / RESEAU EUROPÉEN DES MIGRATIONS	Mr Adolfo SOMMARRIBAS Senior Legal Advisor and Senior Legal Migration Expert
EUROPEAN NETWORK ON STATELESSNESS / RESEAU EUROPÉEN SUR L'APATRIDIE	Ms Nina MURRAY Head of Policy & Research Mr Cameron NYE Legal Policy Officer
INSTITUTE ON STATELESSNESS AND INCLUSION / INSTITUT SUR L'APATRIDE ET L'INCLUSION	Ms Deneisha MOSS apologised / excusée Programme Lead, Knowledge Building and Children
LAW CENTER OF ADVOCATES / CENTRE JURIDIQUE DES AVOCATS	Mr Oleg PALII Executive director
MEXICO / MEXIQUE	Mme Lydia ANTONIO DE LA GARZA Observatrice Permanente Adjointe, Représentation Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
MOROCCO / MAROC	Mme Fatima BARQANI Commissaire Judiciaire de Grade Principal, Ministère de la Justice Mme Ijlal BARGACH Cadre à la Division d'Enfance, Ministère De La Solidarité, De l'Insertion Sociale et de la Famille

CONSULTANT TO THE CDCJ-MIG / CONSULTANT DU CDCJ-MIG	Mr René de GROOT Professor emeritus Maastricht University
--	--

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT**DGI : DIRECTORATE GENERAL HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DROITS HUMAINS ET ÉTAT DE DROIT**

HUMAN RIGHTS, JUSTICE AND LEGAL CO-OPERATION STANDARD SETTING ACTIVITIES DEPARTMENT / SERVICE DES ACTIVITÉS NORMATIVES EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS, JUSTICE ET COOPÉRATION JURIDIQUE	Mr/M. Daniele CANGEMI Head of Department / <i>Chef de Service</i> Tel: +33 3 88 21 22 24 E-mail : daniele.cangemi@coe.int
LEGAL CO-OPERATION DIVISION / DIVISION DE LA COOPÉRATION JURIDIQUE	Mr/M. Gerald DUNN Head of Division / <i>Chef de Division</i> Secretary to the CDCJ / <i>Secrétaire du CDCJ</i> Tel: +33 3 88 41 33 29 E-mail: gerald.dunn@coe.int
	Ms/Mme Julie DEVYS Programme manager / <i>Responsable de programme</i> Tel: +33 3 90 21 59 25 E-mail : julie.devys@coe.int
	Mr/M. Evgeni RADEV Assistant to the CDCJ / <i>Assistant du CDCJ</i> Tel: +33 3 90 21 63 67 E-mail: evgeni.radev@coe.int
HUMAN RIGHTS (CDDH) DIVISION / DIVISION DROITS HUMAINS (CDDH)	Ms/Mme Vera MANUELO apologised / excusée Secretary of the CDDH-PTS/ <i>Secrétaire du CDDH-PTS</i> Tel: +33 3 88 41 26 81 E-mail: vera.manuelo@coe.int
DEPARTMENT FOR IMPLEMENTATION OF HUMAN RIGHTS, JUSTICE AND LEGAL CO-OPERATION STANDARDS / SERVICE DE MISE EN OEUVRE DES STANDARDS EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS, JUSTICE ET COOPÉRATION JURIDIQUE CO-OPERATION PROGRAMMES DIVISION / DIVISION DES PROGRAMMES DE COOPERATION	Ms/Mme Tatiana BEDROS Project Coordinator / <i>Coordinatrice de projet</i> Council of Europe Office in Chisinau / <i>Bureau de Conseil de l'Europe à Chisinau</i> E-mail: tatiana.bedros@coe.int
INTERPRETERS / INTERPRÈTES	Mr/M Gregoire DEVICTOR Mr/M Luke TILDEN Ms/ Mme Lucie DEBURLET-SUTER